

ECHO

Journal d'Information des
Militants CGT de l'Allier

Flash



ACTION!



À L'OFFENSIVE, POUR AMPLIFIER LE PROCESSUS DE LUTTE

S
O
M
M
A
I
R
E

- Une : Photo (Propriété UD CGT 03)
- P2 : Editorial
- P3 : Brèves luttes
- P4 : Zoom luttes
- P5 : Interview
- P6 et 7 : Compte rendu CE de l'UD
- P8 : Elections Pub

La première CE du 15 Avril a permis de nous mettre en ordre de bataille et de faire vivre les décisions qui ont été prises, notamment sur la syndicalisation et la mise en œuvre de notre plan départemental, lors de notre Congrès d'UD.

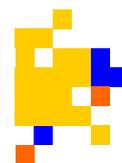
Le processus de mobilisation mis en place par la CGT favorisant l'expression des salariés et ce depuis septembre 2013 continue de se construire au fur et à mesure des différents rendez vous avec une CGT toujours plus à l'offensive et qui ne se résigne pas.

Nous vivons un contexte général compliqué : l'analyse lors des dernières élections municipales de l'abstention et du vote en faveur de l'extrême-droite n'influencent pas le gouvernement pour un changement pourtant salutaire de la politique menée. A l'inverse le nouveau gouvernement de Manuel Valls entend poursuivre et amplifier les orientations antérieures visant à offrir encore plus de cadeaux au Patronat, et accentuer le poids de la crise sur les salariés, sur le travail, sa finalité, avec des incidences sur l'emploi, les salaires, les conditions de vie et de travail ... Après le Conseil des Ministres, le Chef du gouvernement a décliné sa politique d'austérité.

Les clés sont maintenant entre les mains des salariés : seuls le rassemblement et leur mobilisation massive, celle des actifs, des privés d'emploi et des retraités sont de nature à changer la donne. La CGT les appelle à exprimer le choix du progrès social dès le 1er mai, dans la rue mais aussi sur leurs lieux de travail, dans les journées d'actions professionnelles, telles que le 15 mai pour l'ensemble des fonctionnaires, le 22 mai pour les cheminots et le 3 juin pour les retraités.

Valérie Mannevy
Membre de la CE de l'UD.

Editeur : Union Départementale
des Syndicats CGT de l'Allier
18 avenue Jules Ferry
03100 MONTLUCON
Laurent Indrusiak -
Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel -
Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr
Prix : 1 € 30
C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : ART ET NET
03190 Audes



UNE PALETTE D' ACTIONS PARTICULIÈREMENT COLORÉE

L'année 2014 est souvent ponctuée par des actions multiformes : certaines sont nationales, voire internationales, d'autres plus locales. Toutes ont un point commun, celui d'une CGT à l'offensive, sans compromission avec les mesures de régressions sociales mises en œuvre par le gouvernement ou avec les thèses de flexibilisation du travail préconisées par le Patronat. Cette CGT résolument au coté des salariés est présente sur tous les fronts. Nous en trouvons l'illustration au quotidien dans un calendrier 2014 déjà fourni.

04 AVRIL 2014 : journée de mobilisation, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats, pour exiger un plan d'investissement à hauteur de 2% du PIB européen, par an et pendant 10 ans. 52 000 manifestants, dont 7 500 CGT, se sont donné rendez-vous à Bruxelles. Dans l'Allier, des motions ont été déposées à la Préfecture de Moulins et à la Sous-préfecture de Vichy.

10 AVRIL 2014 : à l'appel des retraités cheminots CGT, de l'UNSA, de SUD RAIL et de la FGRCF, près de 10 000 retraité(e)s de la SNCF, accompagnés d'actifs, ont manifesté à Paris, pour la défense et l'amélioration de leurs droits spécifiques. Ils ont appelé à participer massivement à la manifestation nationale du 03 juin 2014, organisée par l'UCR CGT.

Les services publics encore et toujours mis à mal !

EDUCATION NATIONALE : S'insurgeant contre « le discours de l'inéluctable », le 16 avril 2014, 150 manifestants : parents, écoliers, enseignants, maires et représentants syndicaux CGT Educ'action, FO, SE UNSA, Sgen CFDT, SNUipp FSU et Sud Education se sont rassemblés devant la Préfecture de Moulins afin de dénoncer la prévision de fermeture de 18 classes sur notre département pour la rentrée prochaine.

SNCF : A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-SUD RAIL, 400 cheminot(e)s grévistes, ont investi la plénière du CER du 16 avril 2014, pour dénoncer la mise en place de « l'Equipement Agent Seul » (ou train sans contrôleur) en Auvergne. Ils ont exigé, en préalable, l'arrêt des formations « EAS » et la levée de 100 procédures disciplinaires engagées à l'encontre de cheminot(e)s défendant l'emploi, la sécurité et le service public. Un nouveau rendez-vous d'action est prévu le 25 avril 2014.

La lutte paie ...

CONFLIT KEOLIS : Le 18 mars dernier, les conducteurs de bus de l'entreprise KEOLIS, chargée d'assurer le service du transport en commun pour le compte de Vichy Val d'Allier, à l'appel de la CGT puis rejoint par FO, instaurent un piquet de grève devant l'entrée du dépôt des bus.

Leurs revendications portent sur des augmentations de salaire dans le cadre de la NAO.

Au bout de 4 jours d'une forte mobilisation ils obtiennent : la transformation de la prime de fin d'année en 13^{ème} mois intégrant l'ancienneté ; des améliorations en termes de conditions de travail ; une augmentation du taux de rémunération horaire de 0,5% à compter du 1^{er} mars 2014...

Les négociations de fin de conflit ont permis un étalement du retrait des jours de grève.

APEAH : Victoire pour Sylvia Garcia, militante CGT, dans le combat qui l'oppose, depuis près de 3 ans, à la direction de l'APEAH.

Le Conseil de Prud'hommes de Montluçon, en octobre 2013, a prononcé la résiliation du contrat de travail de Sylvia aux torts de l'employeur, mettant en évidence une discrimination syndicale à son égard, ainsi qu'une atteinte à sa vie privée.

Mais ce n'est pas fini ... Sylvia souhaite faire en appel reconnaître le harcèlement moral dont elle se déclare victime.

Par revanchardise des salariées de l'APEAH, ayant soutenus Sylvia, sont inquiétés juridiquement par la direction, qui a déposé plainte contre eux pour diffamation.

Faute de place nous ne pouvons traiter toutes les actions recensées à l'UD. Nous y reviendrons dans le numéro de mai. C'est notamment le cas de Gen-bio et Bouchara recordati

Activités et participations de l'UD

- ☞ 1^{er} avril : CGT de BVAD.
- ☞ 2 avril : étudiants de l'IUT.
- ☞ 3 avril : CE UL Moulins.
- ☞ 7 avril : CNL 03.
- ☞ 8 avril : CCN décentralisé à Lyon.
- ☞ 9 avril : CE USR.
- ☞ 10 avril : CE UL Montluçon.
- ☞ 11 avril : AG CGT 03 Finances Publiques à ST Pourçain / S.+ AG Association malades de la Chimie (AMC) à Commentry.
- ☞ 15 avril : CE UD Montmarault.
- ☞ 16/17 avril : Suivi et aide grève chez Gen bio, (rencontre sous Préfet+ écriture de tracts + pétitions).
- ☞ 17 avril : inter syndicale (CGT, FSU, Solidaires) + conférence de presse pour préparation du 1^{er} mai.
- ☞ 18 avril : comité régional auvergne Clermont-Ferrand.
- ☞ 22 avril : Interview radio RMB+syndicat départemental de l'aide à la personne.
- ☞ 23 et 24 avril : CE CGT Dunlop.+ piquet de grève Bouchara Recordaty. + Suivi/aide My Team.
- ☞ 25 avril : région Auvergne / confédération Clermont-Ferrand, (sur politique des cadres syndicaux) + mise en place journal régional CGT artisanat.
- ☞ 25 avril : comité général CGT du CHMY.
- ☞ 28 avril : Réunion UD / salariés My Team.
- ☞ 29 avril : inter syndicale + conférence de presse Moulins préparation du 15 mai.

pour la NAO, My-team pour le maintien de l'emploi et Sadilek pour le respect des libertés syndicales et contre la discrimination.



PLEIN FEU SUR L'ACTION

Dans les multiples luttes qui sont menées chaque semaine dans notre département nous en avons sélectionné deux qui méritent un développement plus conséquent par la résonance qu'elles recouvrent tant par les résultats engrangés que par la durée dans laquelle elles s'inscrivent ou encore par la portée des enjeux et des valeurs de solidarité dont elles témoignent. Echo-flash vous en dit un peu plus sur ces actions spécifiques.

AGENDA

☞ 1^{er} mai : Fête des travailleurs.

☞ 12 au 16 mai : stage CHSCT UD à Montmarault.

☞ 15 mai : journée nationale d'action unitaire dans la fonction publique.

☞ 22 mai : manifestation nationale à Paris des cheminots contre la réforme ferroviaire.

☞ 22 mai : le syndicat départemental CGT de l'aide à la personne organise sa 1^{er} réunion publique à Montluçon de 18 H à 21 H (salle St Vincent).

☞ 3 juin : manifestation nationale des retraités à Paris.

La lutte paie chez Adisséo-Commentry

Dans l'entreprise Commentryenne, cette année les NAO 2014 (Négociations Annuelles Obligatoires) ont été un réel succès :

Non seulement sur l'aspect financier mais aussi sur l'unité des salariés et le renforcement de la solidarité autour des mouvements de grèves tournantes qui ont duré plus de 3 semaines sur le site.

Mouvements qui ont débuté le 27 avril 2014 (à plus de trois quarts des salariés dont une majorité de postés). Le 16 avril, le mouvement s'est un peu essoufflé mais c'est cependant un réel

succès pour les salariés et la CGT.

Démonstration que seule la lutte paie, que le dialogue social prôné par la direction n'existe pas et que seul compte le rapport de force.

La négociation dans les « salons feutrés » est une illusion portée par les syndicats réformistes.

Ce que l'on peut regretter, c'est que la NAO rime trop souvent avec la seule négociation salariale et que l'emploi ne soit pas revendiqué de la même façon.

Après l'évolution de la 1^{ère} réunion : de 1,2% d'augmentation générale (avec 40 € de minimum), à 1,8% d'augmentation générale (avec 45€ de minimum) et un complément d'intéressement de 1000€ en plus... La Direction a été contrainte d'accepter un calendrier de négociations et surtout la revendication des salariés postés, portée par la seule CGT, sur la revalorisation de leurs forfaits.

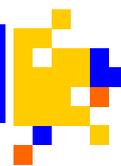
Les salariés ont pris conscience que seule la CGT est capable d'organiser et de mener des actions victorieuses porteuses de leurs revendications.

Hicham Rady

Grâce à cette action, la CGT ADISSEO se félicite d'avoir réalisé de nouvelles adhésions.



FONCTION PUBLIQUE : UN SCRUTIN REVENDICATIF !



Gel du point d'indice, campagnes de dénigrement, non remplacement d'un poste sur deux lors des départs en retraite, décidément les fonctionnaires dégustent.

À cela s'ajoute les déclarations du gouvernement sur les 50 milliards d'économie à réaliser sur les dépenses publiques ce qui augure une réduction drastique des moyens consacrés au fonctionnement des écoles, mairies, tribunaux, crèches et hôpitaux ... mais les Fonctionnaires ne se résignent pas, ils seront dans l'action le 15 mai prochain à partir d'un appel national unitaire.

D'autre part, et pour la première fois, les salariés des 3 versants de la Fonction Publique, soit 5 millions au total seront appelés à voter le même jour soit le 4 décembre 2014.

Christiane Micaud, membre du bureau de l'UD, nous donne quelques éléments sur les enjeux de l'action et des élections.

Écho Flash : Une première action commune aux services publics est prévue le 15 mai prochain. Comment va-t-elle se décliner dans notre département ?

Christiane Micaud : Tout d'abord, je pense que ce sera une réponse forte à la politique d'austérité sociale menée par le gouvernement à l'égard des agents, mais aussi particulièrement une réponse aux annonces de Manuel Valls, notamment à celles qui concernent la poursuite, jusqu'en 2017, du gel d'indice pour les fonctionnaires.

Pour notre département, nous avons un appel unitaire avec CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. Nous avons convenu lors d'une réunion intersyndicale le 29 avril des modalités suivantes : à Moulins, manifestation avec départ à 15 h 00 devant l'hôpital de Moulins ; à Montluçon, manifestation avec départ à 15 h 30 Place Piquand ; à Vichy, manifestation avec départ à 15 h 00 devant la permanence du député Gérard Charasse (rue de Paris).

E.F. : Quel plan de travail, quelle organisation CGT va nécessiter le scrutin du 4 décembre 2014 ?

C.M. : Ces élections vont être déterminantes pour la représentativité de chaque organisation. Il est primordial pour la CGT d'être en ordre de marche pour les aborder avec un esprit de conquête. La recherche des candidats constitue une première étape et un travail considérable d'élaboration des listes et ce pour chaque catégorie de salarié.

L'Union Départementale a décidé de me confier la responsabilité de constituer et animer un collectif pour coordonner l'activité des militants des trois fonctions publiques.

Des premières rencontres se sont déjà déroulées dans les Unions Locales, d'autres dispositifs viendront les compléter dans le département. Chaque fédération concernée va éditer du matériel spécifique aux fonctionnaires notamment sur les déroulements de carrière et les propositions CGT. Il va nous falloir coordonner la distribution des informations pour que chaque salarié, où qu'il se situe dans le département, soit contacté par la CGT.

Propos recueillis par Jean Pascal Pradel

De l'énergie contre les sanctions



Ils étaient nombreux
Ce 8 avril à
Clermont Ferrand, 120
pour être exact.

Venus de toute la
France, les salariés
d'ERDF voulaient témoigner leur
soutien à leurs cinq camarades

montluçonnais injustement « cloués au pilori » par leur Direction Régionale suite à l'accident dramatique qui a coûté la vie à un de leur collègue.

Mobilisation, pétitions, il a fallu des efforts pour, qu'enfin, les conseils de discipline prévus soient suspendus.

Les syndicats de « mines / énergie », de Montluçon et de Moulins / Vichy nous encouragent à rester mobilisés pour obtenir l'abandon des procédures à l'encontre des salariés inquiétés.

La vigilance est de mise.

Philippe Yvrard

DES DÉCISIONS DE CONGRÈS À LA MISE EN MOUVEMENT

Dans le prolongement du 60^{ème} congrès de l'Union Départementale, qui s'est tenu au mois de mars dernier, la première réunion de la direction de l'UD du 15 avril qui s'est déroulée dans les locaux du relais de l'amitié à Montmarault, avait allure d'événement. « Première » pour certains, « Poursuite » pour d'autres, les membres de la CE fraîchement élus sont entrés dans le vif des sujets nombreux à être évoqués, qu'ils figurent ou non à l'ordre du jour.

Pas de temps mort dans le débat sous la houlette de Gisèle Bascouergue Présidente de cette première CE sujette à près de soixante dix interventions à partir des trois thèmes principaux qui ont émaillé le déroulement de la journée. Echo-Flash vous propose un retour en arrière sur cette éta-

Calendrier CE UD

- ☞ Mardi 17 juin 2014
- ☞ Mardi 2 septembre 2014
- ☞ Mardi 28 octobre 2014
- ☞ Jeudi 11 décembre 2014

Mise en place du travail collectif.

Après un premier tour de table au cours duquel les vingt quatre participant(e)s étaient invités à se présenter et après un bref rappel des éléments liés au fonctionnement de l'UD effectué par Jean Pascal Pradel, les membres de la nouvelle direction devaient ensuite s'impliquer dans la réflexion initiée par Laurent Indrusiak sur quelques axes et pistes à mettre en place pour accroître l'implication collective sur tous les sujets transversaux à la CE.

Ainsi de nombreux domaines ont été évoqués qu'il s'agisse de :

L'activité revendicative : celle qui donne du rythme et du souffle à nos actions, à nos relations avec les salariés, autres interlocuteurs, et à notre raison d'être tout simplement... Laurent nous invite à mieux anticiper les dossiers à traiter. Il illustre son propos par les thèmes à développer lors de la journée d'étude santé / travail organisée avec l'appui de la CARSAT. Il revient sur le besoin

d'activité en direction des transports (rail, RCEA), de la santé, de l'hôpital public ou de la protection sociale en général. Il se propose d'animer un collectif placé sous sa responsabilité.

La vie syndicale : la nécessité d'être plus nombreux, mieux formés et mieux informés. Celle-ci a été décrite comme étant au cœur de nos préoccupations au premier rang desquelles se situe le renforcement de la CGT. L'outil Cogitiel qui vise à accroître la connaissance de nos organisations et de nos syndiqués est un élément déterminant. Laurent a insisté sur le besoin de continuer nos efforts de renseignements. « Nous avons la maîtrise de 4 000 de nos adhérents dans le département de l'Allier et il nous faut gagner la connaissance des 600 manquants encore à ce jour... » nous dit-il.

Laurent propose la mise en place d'un groupe de travail sur la vie syndicale regroupant les membres de la CE afin de mieux maîtriser toutes ces questions et permettre une connaissance plus pertinente des résultats des élections professionnelles.

Ce collectif serait placé sous la responsabilité de Didier Blondet et de Hicham Rady.

La formation syndicale : élément à part entière de la vie syndicale elle nécessite un regard particulier. Elle est un atout majeur de notre stratégie car elle nous permet de former nos militants de demain. Elle devient donc une priorité qui doit inonder nos réflexions et nos actes de direction à tous les niveaux de nos organisations. Cette perception



justifie une impulsion accrue en matière de formation syndicale. C'est Agnès Paulgen qui se voit confier les questions inhérentes à la formation syndicale.

La communication : définie comme une arme dans les propos du Secrétaire Général de l'UD, elle est en tout cas le fer de lance de nos activités.

Laurent précise qu'il nous faut poursuivre la montée en charge de notre site internet qui est très visité et dont la responsabilité technique a été confié à Patrick Duquesne. Il considère qu'il nous faut aujourd'hui aller plus loin dans l'utilisation et la conquête de nouveaux supports tels ceux dévolues aux réseaux sociaux qui, sans doute, justifient un investissement de notre part. Laurent s'interroge : « Ne nous faudrait-il pas réaliser un véritable audit sur notre com. ? » Il commente les progrès enregistrés dans la qualité et dans le contenu du magazine de la CGT de l'Allier « Echo-Flash », progrès qu'il nous faut poursuivre. Il précise qu'il faut créer un groupe de travail issu de la CE sur la communication, qui sera placé sous la responsabilité de Jean-Pascal Pradel.

Le débat qui suit, permet à chacun de se situer dans cet organigramme du travail collectif. Des idées foisonnent en complément de celles émises dans l'introduction : « Il faut travailler à un état des lieux de l'industrie dans le département et en corollaire établir le lien avec les services publics » nous dit Jean-Louis Forêt. L'idée d'un renouveau du collectif DLAJ émane du débat. Il apparaît souhaitable de l'intégrer au groupe de travail sur la vie syndicale : discrimination, égalité Femmes /Hommes ... doivent devenir une préoccupation majeure de notre organisation. Le travail de syndicalisation à enclencher sur le plan départemental occupe une bonne partie des débats. Didier Guillon propose d'y intégrer les salariés des garages mais il est préférable de s'en tenir à nos priorités pour éviter de nous disperser.

Un collectif « élections services publics » devra également être créé et sera animé par Christiane Micaud.

Un stage « collectif de direction » en direction des membres de la direction de l'UD se tiendra les 14, 15 et 16 octobre. Fabienne Comiti a accepté de l'animer.

Actualité revendicative.

Eric Manoury introduit le débat qui va occuper la première partie de l'après midi.

Le constat est amer après les résultats aux élections municipales, tant départementalement, que nationalement. « La vague bleue a viré au cauchemar », nous commente Eric, sans être surpris par ce résultat, il s'inquiète de l'audience recueillie par le FN même s'il précise que ce parti ne progresse pas en voix. Il est urgent de changer les orientations politiques contraires aux intérêts des salariés. Visiblement ne semble être ni entendu ni compris puisqu'un gouvernement certes plus resserré mais de combat, est annoncé. Plus que jamais la CGT doit continuer son activité au service des revendications.

Elle doit multiplier les contacts avec les salariés portant dans le débat, les éléments susceptibles de les éclairer.

Les fermetures de classes s'intensifient dans le département et de nombreux exemples sont cités.

Nos actions : à EDF, pour le soutien des camarades « sanctionnables », à Commeny, pour la venue du Ministre Montebourg, sont autant d'éléments qui donnent confiance en notre capacité d'agir. Cependant nous devons analyser avec lucidité nos propres faiblesses dans la mobilisation et l'expression du rapport de force. L'euro manifestation tient une place de choix dans le débat. Les nombreuses luttes engagées, sur fond de NAO, sont d'autres éléments de confiance dans nos capacités à intervenir dans les entreprises. Les exemples chez Dagar, Adisséo, Manitowoc et Bouchara Recordati sont évoqués.

Les préparations des journées d'action du 1^{er} mai, du 15 mai pour les salariés des Fonctions Publiques, du 3 juin pour les retraités viennent compléter les échanges sur l'actualité.

Situation de la NVO.

Laurent commente la situation préoccupante dans laquelle se trouve le journal de la CGT qui justifie les propositions qui sont soumises à l'approbation du CCN.

Comme à chaque fois qu'un avis est demandé à notre département, les membres de la direction collective de l'UD sont consultés.

Pour mémoire Laurent nous rappelle que la CGT est la seule organisation syndicale européenne à posséder un journal. En 10 ans la NVO accuse une perte de

10 000 abonnés et n'en compte plus aujourd'hui que 24 000 (dont la moitié seulement sont des abonnés individuels). Le journal enregistre un million de perte financière par an qui est partiellement compensée par la solidarité organisée au sein de la CGT. Des propositions sont faites par un groupe de travail auprès du CCN : développement du site internet en le rendant plus ludique, plus accessible et plus attractif, envoi d'une lettre électronique hebdomadaire aux abonnés, un journal trimestriel en support papier de 160 pages à raison de 4 numéros par an avec la VO impôt en plus.

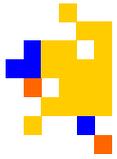
Pour que cette solution soit viable il faut 30 000 abonnements au tarif de 60 euros mais cela ne préserve pas malgré tout l'impact social : de 54 postes on passerait à 39.

Après un débat particulièrement dense et consciente des mesures annoncées, la CE de l'UD rejette à une grande majorité ces propositions. Elle demande à la Confédération d'étudier, pour maintenir le journal de la CGT, d'autres piste plus réalistes que celles qui sont formulées jusqu'à présent. Résultat du vote : Pour : 0 Contre : 18 et Abst : 3.

Enfin la CE a décidé de retenir pour thème de la prochaine journée santé / travail CGT / CARSAT prévue début juillet : « Horaires décalés et travail posté, quelles conséquences pour la santé des salariés ? ».

Jean Pascal Pradel





QUELQUES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS DANS L'ALLIER

Les derniers mois ont été difficile pour nombre de salariés dans beaucoup d'entreprises du département, le Patronat a profité de la situation économique pour porter de mauvais coups au monde du travail.

Les luttes continuent et ça n'est pas un hasard si, malgré tout, la CGT a toujours bonne presse auprès des salariés. Les résultats des élections professionnelles sont là pour en témoigner.

Des signes qui ne trompent pas.

Durant le premier trimestre 2014 plusieurs procès verbaux d'élections sont arrivés à l'Union Départementale prouvant que la CGT reste le syndicat auquel les salariés font le plus confiance.

Ainsi le 14 janvier, la CGT Manitowoc à Moulins a réalisé un score de 77% au comité d'entreprise et un de 75% aux délégués du personnel.

Des élections ont été organisées le 13 février chez Wavin à Varenne sur Allier et la CGT a obtenu 47,31% en CE et 38,37% aux DP.

Le 20 mars ont eu lieu les élections chez Adisseo à Commeny. Les résultats sont sans appel : la CGT recueille 80,60% des voix pour le CE et 82,45% pour les DP.

Enfin le 30 mars, les agents de la SNCF ont voté. S'il faut noter un tassement de la participation au vote et un recul modéré de la CGT de 1,45%, la CGT reste néanmoins la première organisation syndicale sur le plan national.

Il est impératif que soient transmis les procès verbaux d'élections à l'Union Départementale après avoir vérifié la validation des résultats sur le site gouvernemental (<https://www.elections-professionnelles.travail.gouv.fr/>).

Il en va de la représentativité de notre organisation syndicale

Didier Blondet.



Mutuelle Familiale Centre-Auvergne



NOUVEL ACCORD NATIONAL

**SUR LA PROTECTION SOCIALE
DE VOS SALARIÉS**

PRENEZ L'INITIATIVE !

AVEC LA MFCA

MONTLUÇON

73 avenue de la République
Tél. 04 70 05 89 15

MOULINS

87, rue d'Allier
Tél. 04 70 46 22 57

CLERMONT-FERRAND

16, rue Saint Genès
Tél. 04 73 16 13 12

VICHY (Siège social)
30 bd Gambetta
03207 VICHY CEDEX
Tél. 04 70 31 41 18
www.mutuelle-familiale-vichy.fr

Groupe
Entis
Mutuelles